

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
8 au 14 juin 2000



10 FF  
1,52 €

## Moins de chômeurs, plus de pauvres

« **E**N DÉCEMBRE, JE N'AI travaillé qu'une journée. Le mois suivant, j'ai fait trois semaines de nuit. Puis je suis passée aux services de jour et j'ai été appelée pour trois jours en février. En avril, j'ai travaillé 58 heures et, en mai, environ 120 heures. » Telle est la vie professionnelle de Sophie, aide médico-psychologique (AMP) dans une maison d'accueil spécialisée. Son salaire est aussi élastique que son emploi du temps: « j'ai gagné 1300 francs en avril. Pour le mois de mai, je toucherai environ 4500 francs », précise-t-elle dans un entretien au journal *Le Monde* en date du 31 mai dernier.

Hamraoui, employé dans une société de nettoyage à ses journées de travail scindées en deux blocs: de 8 heures à midi et de 17 h 45 à 21 heures. Il passe l'aspirateur et vide les poubelles sur « deux sites différents » et son salaire ne dépasse guère 5 500 francs par mois. Il l'exerce depuis 1986! Un de ses collègues est encore plus mal loti. Il ne travaille que le soir de 17 à 21 heures pour un revenu net par mois de 3 000 francs. Comment s'en sort-il? « J'ai une chambre dans un foyer [...]. Les repas, nous les préparons à plusieurs de manière à répartir les dépenses. »

Sophie, Hamraoui et son collègue sont considérés par les économistes comme des « working poors » (travailleurs pauvres). C'est une découverte en France, apprend-on dans le même grand quotidien du soir... Cette notion d'origine américaine serait aujourd'hui devenue pertinente dans notre cher hexagone! Après les « nouveaux pauvres » des années 80, les chercheurs en sciences économique découvriraient les « travailleurs pauvres ». Ce sont des salariés appartenant à des ménages dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté et ayant travaillé au moins six mois dans l'année. » Ces mêmes universitaires ont fixé le « seuil de pauvreté » à un revenu égal à 3650 francs par mois.

### Deux millions de salariés sous le seuil de pauvreté

La réalité n'a hélas pas attendu les économistes. En 1997, 10 % de la population active et salariée ne touchait

pas cette somme de 3650 francs par mois, contre 5 % en 1983! Le nombre de salariés « pauvres » est estimé aujourd'hui, en France, à près de deux

Elles occupent 85 % des emplois à temps partiel et comptent donc pour beaucoup dans la proportion des travailleurs pauvres.

du travail: fini l'emploi bien payé et garanti; les droits arrachés pour limiter les licenciements.

retour à l'emploi (le fameux CARE) se verra sanctionné; il ne pourra plus prétendre aux versements de ses indemnités. Même chose, si une fois signé, il refuse un emploi proposé. Le texte du protocole signé par la CFDT, la CFTC, la CGC et FO précise: « la signature du CARE ouvre droit au versement des allocations et à l'accès aux services facilitant le retour à l'emploi. » Pour mieux ficeler les syndicats, le MEDEF a introduit une clause qui promet aux « organisations signataires » des compensations financières pour leur participation au fonctionnement de l'UNEDIC! Achat des syndicats, criminalisation des opposants, exploitation des salariés... les vieilles méthodes font toujours recette!

Alain Derwin. - groupe P. Besnard

VOILÀ LE PLEIN-EMPLOI!

LE PLEIN-EMPLOI PRÉCAIRE!



CHARMAO

millions de personnes. Cette progression est la conséquence des politiques menées depuis vingt ans: précarisation des emplois, hausse des contrats à durée déterminée, missions d'intérim, etc. La multiplication des cadeaux aux patrons par un allègement des charges a favorisé les emplois sous-payés. De 1990 à 1997, le pourcentage des contrats à temps partiel est passé de 11,8 % à 17 %! Conséquence: un nombre de plus en plus important de travailleurs sont rémunérés sur la base du smic avec des horaires réduits. Les femmes sont les premières victimes de cette politique.

Véritable offensive contre le monde des « petits », les politiques économiques menées par les différents gouvernements de gauche comme de droite n'ont fait que renforcer les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail. De même, sous le prétexte de lutter contre le chômage, la norme de l'« emploi à temps plein » a été remise en cause. Avec la caution des partenaires sociaux - rappelons-nous le soutien apporté par la CFDT aux « petits boulots » - patrons et gouvernements n'ont cessé d'en finir avec les garanties obtenues de haute lutte par le monde

### Criminaliser les pauvres

Les capitalistes et leurs serviteurs en veulent toujours plus. Il n'y a pas de moindres profits. Il y a aussi cette volonté féroce de briser toute résistance, d'atomiser les individus, donc de limiter les Conventions collectives, de dénier ou de rediscuter le Code du Travail. Il y a aussi cette volonté croissante de criminaliser toute personne qui ne se soumet pas. Les « négociations » sur la réforme de l'assurance-chômage en sont les plus récentes illustrations. Désormais, tout chômeur qui refusera de signer le Contrat d'aide au

## EDITORIAL

La gouvernance, concept qui a tout d'abord été utilisé par les géographes pour apporter une réponse politique à l'extension ultra rapide des périphéries urbaines et aux problèmes de gestion et de contrôle que cela induisaient, fait aujourd'hui le bonheur de la social-démocratie en quête de projet porteur dans les relations internationales.

Quand on est à la tête de 14 États, parmi les plus riches du monde, on se doit d'avoir des idées sur la gestion de la planète. C'est pourquoi le destin de la gouvernance serait d'être l'avenir de l'humanité. Décidément notre époque est en mal d'inspiration sociétale.

Après le MEDEF qui en pince pour la « refondation sociale », voilà la gauche qui agite l'idée d'un « projet progressiste global face à la mondialisation » qui consisterait en une gouvernance.

À l'avenir les citoyens ne seraient plus gouvernés mais accompagnés et guidés par de gentils animateurs qui se chargeraient seulement d'articuler et mettre en place les politiques définies par la démocratie participative. Sous ce contrôle citoyen, l'État-camarade assurerait la régulation des échanges économiques équitables entre les nations et entre les individus citoyens. Le monde en serait plus beau... À petits pas nous irions enfin vers une société pacifiée.

Sauf que la rénovation sociale dont se revendique un patronat militant risque fort de faire tâche dans ce beau dispositif de gauche œcuménique. Précarisation systématique de l'emploi et baisse continue des salaires est le seul credo du MEDEF. Les méthodes de gestion du personnel laisse peu d'espoir à une démocratisation des rapports hiérarchiques en dépit de quelques discours circonstanciés.

Pour le salarié, même rebaptisé collaborateur, la seule issue proposée est de tout sacrifier à son boulot, et avec un peu de chance il bénéficiera de quelques actions comme seule garantie pour ses vieux jours.

Les conséquences sociales d'une telle stratégie économique peuvent être facilement imaginées au vu de ce que se passe déjà. On ne voit pas comment et en quoi les velléités de régulations économiques de la gauche vont être en capacité de stopper ce processus de dégradation des conditions de vie de franges de plus en plus importantes de populations.

Nous ne pouvons que constater la convergence de fait existant entre la contre-révolution impulsée par un capitalisme sûr de sa force et un État organisant le contrôle social nécessaire à l'encadrement des populations. Reste un vernis de progressisme, sorte d'exutoire et d'espoir qui canalise la contestation dans des structures et associations relevant plus du lobbying et de la charité que de la lutte de classes. Jusqu'à ce qu'au grand étonnement de tous, une révolte ne vienne briser ce bel édifice.

### Retrouvez

la Fédération anarchiste sur le web  
**Radio libertaire, le Monde libertaire...**  
<http://federation-anarchiste.org/>

ISSN 0026-9433 - N° 1209

M 2137 - 1209 - 10,00 F



POP 2520

# Escal-Vigor: une utopie homosexuelle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

**E**N 1899 PARAIT, AU Mercure de France, l'œuvre d'un jeune auteur belge nommé Georges Eekhoud. Le titre du roman, Escal-Vigor, désigne un domaine imaginaire situé sur une île mi-celte, mi-germanique, où vient se réfugier le héros, Henry de Kehlmark. Héros inhabituel, Henry aime les hommes.

À l'Escal-Vigor, il trouvera l'âme sœur en la personne d'un jeune paysan, Guidon, qui passe pour avoir « des penchants et des inclinations bizarres; pensant blanc quand les honnêtes gens pensent noir... » Avec Guidon et Blandine, amante passionnée, il vivra en vase clos, loin des médisances et des rancunes. Jusqu'au jour où le trio devra affronter la persécution des habitants déchaînés...

L'intrigue peut paraître banale. Si on veut bien saisir l'aspect « révolutionnaire » de ce roman, il est nécessaire de le replacer dans son époque.

1899, c'est quatre ans après la condamnation d'Oscar Wilde. Lorsque le célèbre dandy irlandais se réfugie à Paris, nombreux sont ses anciens amis qui refusent de lui serrer la main.

1899 est aussi marquée par Zola, qui ne recule devant aucune audace, ni littéraire (le naturalisme), ni politique (son engagement dans l'affaire Dreyfus lui vaut un procès et l'exil). Zola est touché en recevant une lettre d'un homosexuel italien et pense un moment publier cette « confession » (en 1895)... Mais le romancier novateur, qui réclame pour la littérature le droit d'exprimer toute la vie, recule devant le risque, car : « tout ce qui touche au sexe touche à la vie sociale elle-même. Un inverti est un désorganisateur de la famille, de la nation, de l'humanité. L'homme et la femme ne sont certainement ici-bas que pour faire des enfants et ils tuent la vie, le jour où ils ne font plus ce qu'ils font pour la faire ». L'affaire est classée, le problème de l'homosexualité ne sera pas réellement abordé dans l'œuvre du romancier.

Il faudra attendre 1902 pour que Gide publie *L'immoraliste* et, lorsque

*Corydon* paraît, en 1911, c'est dans une édition confidentielle (12 exemplaires).

## « Une perversion qui relève de la pathologie »

La fin du dix-neuvième siècle se préoccupe beaucoup des « perversions sexuelles ». L'homosexualité, d'abord prise en charge par les discours légistes, entre dans le domaine médical. Mais le discours des médecins a du mal à s'affranchir de l'anthropologie criminelle : c'est un discours qui stigmatise et condamne. De toutes les « aberrations », la « pédérastie » est celle qui occupe le plus les médecins, dont les ouvrages rappellent les manuels des confesseurs. On n'est pas loin du point de vue religieux qui considère l'homosexualité comme un vice terrible, voire un crime, qui tranche l'individu de la communauté religieuse.

Dans le roman de Georges Eekhoud, les deux héros n'ont pas honte de leur homosexualité, n'y voyant ni un péché ni un délit. C'est bien ce que les habitants de l'île ne peuvent admettre : « Vrai, ils en ont de l'aplomb et un toupet ! Concilier des mœurs pareilles avec de la dignité ! Il ne leur manque plus que de tirer gloire de leur ignominie ! ».

L'homosexualité est, selon le pasteur du village, « une transgression qui heurterait un préjugé terrible et en quelque sorte indéradicable dans notre ordre social et chrétien ; vous comprenez ce que je veux dire, une abomination qui crierait non seulement vengeance au ciel, mais aux pécheurs les moins timorés... » Par contre, le médecin consulté au sujet de Henry, loin de déceler en lui une pathologie, le déclare parfaitement sain de corps et d'esprit : « [il] déclara, au surplus, n'avoir découvert chez le sujet aucune lésion organique, aucune tare morbide. Au contraire, il prétendit n'avoir jamais rencontré plus souple intelligence, jugement aussi sain, pareille élévation de vues dans une nature plus vibrante [...] ».

À côté des discours des médecins, on trouve les analyses de quelques âmes

bien intentionnées, qui tentent, avec bien des efforts, de comprendre l'homosexualité et de ne pas rejeter la « victime ». Mais alors il faut les plaindre, ces homosexuels, car ils ne peuvent être que malheureux. Comme écrivait plus tard, en 1927, un certain François Porché, l'auteur de *L'Amour* qui n'ose pas dire son nom (qui a lui-même choisi un pseudonyme) : « Il ne faut pas grandir les pervers mais il faut plaindre les suppliciés ».

Le personnage d'Henry ne saurait supporter qu'on le plaigne, qu'on le prenne en pitié. Il refusa de voir dans sa sexualité une « dégradation » : « Me dégrader ! Je m'enorgueillissais au contraire » (première affirmation d'une fierté gay). « Loïn de m'humilier, je me redresse... Tu me jugerai, tu me condamneras, comme les autres ? dit-il à Blandine. À ton aise. Mais je te conteste même le droit de m'absoudre. Je ne suis ni malade, ni coupable. Je me sens le cœur plus grand et plus large que leurs apôtres les plus vantés. »

## Sexualités et décadence

Derrière les discours de pouvoir, de savoir, se cache une hantise implicite. Ce qui semble terrifier les hommes du dix-neuvième siècle, c'est la figure du gaspillage : comment envisager la sexualité sans la reproduction ?... D'où la virulence des campagnes anti-masturbatoires (on va jusqu'à supprimer les poches des uniformes des collégiens pour prévenir ce terrible fléau !). Comment concevoir le plaisir gratuit ? Dans une société bourgeoise, où tout s'achète et tout se paie, c'est proprement scandaleux.

Ce qui est inconcevable pour le pasteur de l'île, ce n'est pas seulement le fait qu'un homme aime un homme, mais le fait que cet amour soit stérile. Pour lui, le scandale est le même lorsqu'il se souvient que les parents d'Henry s'étaient aimés « au point de ne pouvoir survivre l'un à l'autre » : « Mais tout aurait dû m'avertir, me donner l'intuition de ces horreurs ! Les parents de ce libertin ne s'étaient-ils pas aimés à un excès qui crie vengeance au ciel ! Ne vivant que pour eux-mêmes, pour eux deux ; limitant la raison d'être de l'univers à leur exclusive dualité corporelle et morale, dans leur monstrueux égoïsme ils n'avaient même pas voulu avoir d'enfants, tant ils craignaient de se distraire l'un de l'autre ! » La est le scandale !

Henry s'insurge justement contre cet impératif de la reproduction : « Pour quoi imiter les bêtes, et faire comme les autres ? Ne nous suffisons-nous point ? [...] Suspendons, en ce qui nous concerne, la création prolifique. Ne naît-il point assez de créatures ? Vivons pour nous deux, pour nous seuls. »

## Les homosexuels entrent en littérature

À la fin du siècle, on voit apparaître dans la littérature quelques figures de personnages homosexuels. Le roman

commence à parler des « pédérastes » mais souvent en reprenant sans réserve les préjugés de son époque (s'appuyant sur les doctrines médicales dominantes) et avec des audaces fort limitées. Contrairement à la lesbienne, personnage littérairement établi et qui véhicule moins d'angoisse, l'homosexuel est un individu inquiétant, tourmenté et malheureux. (La lesbienne, échappant au discours médical – écrit par des hommes pour des hommes, qui ignorent en général à peu près tout du désir féminin – devient très vite un mythe littéraire).

Les romans sur les homosexuels, se focalisant sur le thème du détraquement, se veulent la plupart du temps audacieux, indécents, subversifs... mais la peinture des tendances considérées comme « malsaines » n'est que le moyen de remettre de l'ordre dans le désir : les femmes à leur place ! (C'est-à-dire aux côtés des hommes !) Et l'homosexuel contrit et repent ! D'un côté il y a le « sacré » (la jeune fille chaste et rougisante, la nuit de nocce...), de l'autre le « dégoutant » (les perversions, la prostitution...).

« Escal-Vigor » inverse justement ces stéréotypes. L'auteur nous donne une vision terrifiante de l'amour hétérosexuel obligatoire : un amour vénal et bestial. Il décrit par exemple une scène pittoresque de kermesse où chacun se doit, impérativement, de trouver sa chacune : ce sont des femmes partant en chasse de mâles. L'accouplement (hétérosexuel) n'a rien d'un plaisir quand il est érigé en norme et imposé autoritairement. Comment mieux dire que le sexe, ainsi conçu, c'est la guerre ? Les deux camps, les deux sexes ont l'air d'ennemis qui tiraillent, se tenant sur le qui-vive, gardant leurs positions. On s'observe, on se hèle, on se déprécie, on marchande, on maquignonne ».

L'amour des deux héros n'a rien à voir avec ce marchandage : Henry place d'emblée son amour du côté du sacré, et « se sent de force à créer la religion de l'amour absolu, aussi bien homosexuel qu'hétérogénique ».

## Les libertaires et l'utopisme sexuel

Les campagnes médicales ont réussi à persuader du danger de la masturbation quelques anarchistes. On ne trouvera pas toujours chez les « compagnons » le discours subversif, loin des clichés dominants, qu'on attendait. Certes, contrairement aux socialistes peu enclins à aborder ce sujet, les anarchistes considèrent en général la libération sexuelle comme partie intégrante de l'« émancipation intégrale de l'individu ». Dans sa *Philosophie de l'anarchie*, en 1889, Malato consacre un chapitre entier à la

description de l'esclavage sexuel dans la société capitaliste. Cependant les idées de Malato sur ce que peut être la sexualité librement développée ne dépassent pas les présupposés de son époque. Il va de soi, pour lui, que la pédérastie est un vice bourgeois, et que l'onanisme disparaîtra après la révolution.

Les révolutionnaires ont beaucoup déçu Henry. Poussé par son tempérament libertaire, il décide un jour de se confier à l'un d'eux : « Un jour j'écrivis à un révolutionnaire illustre, à un de ces porteurs de torches, qui passent pour être en avance sur tout leur siècle et qui rêvent un monde de fraternité, de bonheur et d'amour. Je le consultai sur mon état comme s'il s'était agi de celui d'un de mes amis. L'homme de qui j'attendais la consolation, une parole rassurante, un signe de tolérance, me répondit par une lettre d'anathème et d'interdit. Il cria haro sur le transgresseur de la morale amoureuse. »

Et pourtant, c'est le début du courant néo-malthusien : il est bien peu entendu. À l'exception de quelques groupuscules, l'idée de « libéré de la maternité » affronte l'hostilité des révolutionnaires, qui ont du mal à aborder la question du plaisir comme un problème politique. Pour Georges Eekhoud, le combat est politique et sexuel (il parle pour certaines de ses nouvelles d'« anarchie érotique »). En 1894, il est un des correspondants de *la Révolte*, le journal de Jean Grave, et s'engage dans le « premier mouvement homosexuel » de l'histoire, en 1897, auprès du Dr Magnus Hirschfeld qui crée en Allemagne « le Comité scientifique humanitaire » pour l'abolition des mesures discriminatoires prises contre les homosexuels.

Ainsi les écrivains sont parfois en avance sur les théoriciens... Et aujourd'hui ? Où en sommes-nous ? Si la Lesbian and Gay Pride existe toujours, c'est que la revendication d'une sexualité libre est loin d'être acquise...

« Un moment viendra où je proclamerai ma raison d'être à la face de l'univers entier... » disait Henry.

Cent ans après la publication du roman d'Eekhoud, il est encore nécessaire de proclamer à la face d'une certaine partie de la population, homophobe, sexiste et réactionnaire, que nous voulons choisir notre sexualité en toute liberté.

« J'ai vécu et je vivrai toujours libre de mes sympathies et de mes inclinations ! »

Caroline. – Claaaasha

### Bibliographie :

*Le cru et le faisandé* (sexe, discours social et littérature à la Belle Époque), Marc Angenot (éditions Labor, 1986). *Escal-Vigor*, Georges Eekhoud (Persona, 1982). Toutes les citations sont extraites de ce roman.

## Souscription Monde libertaire

**Mai 2000 :** Martin M : 200 F ; Groupe de Rouen : 170 F ; Nauléau P, Ronco P : 150 F ; Masse M : 100 F ; Argoud G, Werner D, Merville V, Durand B, Ferrachat D, Fayel C, Gava E, Faessel E, Cribrier G, Garcia F, Vaire P : 50 F ; Chevallier : 45 F. **Total = 1365 F.**

**Soutien par prélèvement automatique :** Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepez, Zuate y Zuber D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraut, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassof, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Sainzier : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Cordelet : 30 F ; Vigier : 25 F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F. **Total = 2860 F.**

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	45 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	105 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	195 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	350 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de **Publico** à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris Directeur de publication : J. Toublat Commission paritaire n°55 635 Imprimerie : Groupe de presse MEAULLE (Bernay). Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Route 205 - La Vigne Diffusion N.M.P.P.

# Une vision non marchande de l'informatique

Que ce soit au travail, pour les loisirs ou dans la vie de tous les jours, l'informatique, sous toutes ses formes, devient de plus en plus présente et le nombre d'ordinateurs personnels ne cesse de croître. Cela a poussé beaucoup de grands éditeurs de logiciels (Microsoft et Cie) à se tourner vers ce nouveau marché, imposant leurs monopoles et interdisant à tous le droit de pouvoir comprendre comment fonctionne le logiciel (au niveau informatique) et donc à posteriori de pouvoir le modifier et le redistribuer. De plus, l'essor de l'Internet et de l'échange de données au travers de réseaux informatiques oblige les utilisateurs à utiliser seulement certains logiciels compatibles. Or les éditeurs produisent sans cesse de nouvelles versions de leurs logiciels. Utilisant leurs monopoles et donc une dépendance des utilisateurs vis-à-vis des éditeurs, ces derniers forcent les utilisateurs à devoir racheter un logiciel qu'ils ont déjà payé sous peine de perdre toute compatibilité avec d'autres personnes. Il en découle indéniablement une inégalité économique flagrante entre ceux qui peuvent acheter les mises à jours et les autres. Bien sûr, il est toujours possible de pirater ces

nouvelles versions. Mais ceci présente un gros désavantage: pirater un logiciel d'une grande société ne contribue qu'à la rendre plus puissante. Effectivement, seule une minorité ose ou peut pirater un logiciel. Cela force donc la majorité à acheter la nouvelle version pour pouvoir continuer à être compatible avec le pirate. Le piratage contribue donc à renforcer le monopole des éditeurs.

## Une garantie de liberté

Pour contrer la mainmise du marché sur l'informatique, plusieurs personnes ont proposé dès les années 1980 une nouvelle vision de l'informatique en créant le concept de logiciels libres (dont le plus connu est incontestablement Linux). Même si leur finalité n'est pas la gratuité, la plupart des logiciels libres le sont. Effectivement, le principal intérêt des logiciels libres est leur grande liberté: liberté d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel. La liberté de copier et de distribuer le logiciel permet à tout possesseur du logiciel de donner ce logiciel à qui il veut. Dans le but d'assurer la possibilité d'étudier, de modifier ou d'améliorer le logiciel, tous les logiciels libres doi-

vent être distribués avec leurs sources (qui est au programme ce qu'est la recette à un plat). Pour protéger ces libertés, plusieurs licences ont été créées comme la G.P.L. (general public license) ou le copyleft. Ce dernier est très intéressant car il force toute personne qui veut redistribuer le logiciel, modifié ou non, à le faire avec les mêmes libertés.

Mais les logiciels libres ne se bornent pas seulement à défendre une certaine vision de l'informatique préférant l'égalité et la liberté plutôt que la logique de profit. En effet, les logiciels libres s'attaquent entièrement à la logique de consommation. Les utilisateurs peuvent dépasser le stade de consommateurs pour devenir acteurs, car la liberté d'étudier et de modifier un programme permet à ceux qui ont des compétences en informatique d'améliorer ces logiciels. Bien sûr, ceux qui n'ont pas ces compétences ne sont pas rejetés, bien au contraire, car ils peuvent rédiger ou traduire toute la documentation accompagnant les logiciels libres. La documentation est très importante, car une idée sous-jacente de la philosophie du logiciel libre est l'importance de l'accessibilité à tous de documents permettant la compréhension des logiciels que l'on utilise, et plus généralement de l'informatique, dans le but d'éviter que l'informatique ne devienne un domaine réservé à quelques individus. Cela est également visible dans la solidarité qui s'exerce entre novices et expérimentés par l'intermédiaire des forums de discussion ou de mailing-lists.

## Un champ d'investissement pour les libertaires

Un autre point intéressant est le développement des logiciels et leurs évolutions. Le développement ne se fait pas en fonction de ce qui pourrait rapporter, mais selon l'envie, les besoins de chacun. Cela permet donc de trouver des logiciels libres dans presque tous les domaines. De plus, une grande partie des programmes est développée en commun par des programmeurs, souvent de façon bénévole, répartis un peu partout dans le monde. Cela se fait plutôt sur un mode non-hiérar-

chique, où plusieurs personnes travaillent ensemble, discutant sur des forums et mettant leurs idées et leur travail en commun. La liberté de modifier un programme permet donc à toute personne détectant un bug de le corriger et de le communiquer aux auteurs du programme. De même, si quelqu'un apporte de son

chistes, peu de libertaires s'investissent dans ce domaine. Il serait pourtant important que les anarchistes y prennent part, en favorisant le logiciel libre (en commençant peut-être déjà par utiliser eux-mêmes ces logiciels plutôt que des logiciels propriétaires comme Microsoft ou Apple) et en menant des réflexions sur le



## Déchets radioactifs dans les Côtes d'Armor Personne ne veut de la patate chaude

Le 26 mai, une poignée de militants contre l'enfouissement des déchets radioactifs et d'antinucléaires s'invitait au Conseil général de Saint-Brieuc. Désormais ce dernier refuse à l'unanimité que le département des Côtes d'Armor accueille un « laboratoire » d'enfouissement. Pour beaucoup de membres des divers collectifs c'est une victoire, l'aboutissement de leur travail formidable de propagande, d'information, ainsi que le résultat de la mobilisation régulière de milliers de personnes... C'est vrai, cependant parmi nous, les plus clairvoyants ne sont pas satisfaits. A juste titre.

Certes le Conseil général signale son refus du laboratoire car il a déjà un « certain nombre de défis environnementaux à relever ». Il ne condamne nullement la production de déchets radioactifs ni évidemment les programmes nucléaires civils et militaires. Si le groupe communiste fait allusion aux sous-marins de l'île longue et au démantèlement de Brennilis, c'est pour préciser que la Bretagne a assez donné! Nous sommes loin du « Ni ici ni ailleurs » affiché des Collectifs. L'Assemblée générale estime « nécessaire que se développe au niveau national un large débat sur les orientations à donner à la politique énergétique de la France afin de donner au Parlement tous les éléments indispensables lorsque celui-ci aura à se prononcer en 2006 ». La radioactivité ne connaît pas de frontières départementales.

Sergueï. - groupe Jes futuro

## En bref

■ « Euro 2000, opium en vente libre... bientôt le grand shoot ! » c'est la une du n°229 d'Alternative Libertaire de juin 2000. À noter : une mise au point des anarchistes américains sur les manifestations anti-mondialisation de Seattle et Washington - un débat / polémique autour d'ATTAC et de la pensée unique - une réflexion libertaire sur l'imagination... Alternative Libertaire est disponible à la librairie Publico (Paris), La Plume Noire (Lyon) et au Local anarchiste de Rennes ou par correspondance, 20 F l'exemplaire, 150 F l'abonnement pour les abonnés du ML (chèque à l'ordre d'Alternative Libertaire, BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique).

■ Un groupe F.A. est en constitution à Liège. Il tient des permanences publiques tous les premiers samedis du mois à 15 h au Café des Arts (Place du 20 août, face à l'Université). Plus d'infos au 087/31.05.07.

■ Le groupe Alternative libertaire de Bruxelles tient des permanences publiques tous les samedis de 11 à 17 h 00 au Centre libertaire, 65 rue du Midi. Plus d'infos au 02/647.98.01.

■ Le groupe FA re-édite l'affiche épuisée « Légalisons le débat », 3 couleurs (noir, rouge, verte) 95 F les 50 ex. Pour la commander : F.A., ACLN, B.P. 60221, 44002 Nantes Cedex 1.

côté des modifications à un logiciel, ce dernier peut le redistribuer et ainsi faire partager ses améliorations. Tout cela permet aux logiciels libres de s'améliorer bien plus rapidement que les logiciels propriétaires (c'est-à-dire des logiciels où il est interdit de modifier le code source). De plus contrairement à ces derniers, même si des programmeurs décident d'arrêter de le maintenir, n'importe qui peut prendre la relève puisque le code source est disponible. Cela assure une plus grande pérennité aux logiciels libres. Pourtant, malgré tous les idéaux que propage le monde du logiciel libre, souvent proches de ceux des anar-

logiciel libre et plus généralement sur l'informatique, avant que certains gros éditeurs (comme Corel par exemple), qui surfent sur la vague du libre comme d'autres avant eux ont surfé sur la vague d'Internet (Yahoo, Amazon.com...), risquent de compromettre gravement ces idéaux.

Guillaume, groupe de Strasbourg.  
anarchie@respublica.fr

Pour en savoir plus sur les logiciels libres : Free Software Foundation : www.gnu.org Association pour la promotion des logiciels libres : www.april.org Association française des utilisateurs de Linux et des logiciels libres : www.aful.org

## Faits d'hiver Nosotros

À quelques encablures d'échéances législatives susceptibles, sait-on jamais, de permettre de grappiller quelques sièges, est-il vraiment opportun de changer d'étiquette? Parti de la gauche révolutionnaire ou Parti solidarités et révolution, même si ça fait tendance voire un tantinet live, est-ce que ça ne risque pas de heurter prématurément les nostalgiques de la référence historique au communisme figurant dans le sigle LCR? L'alliance avec LO, qui avait permis, lors des dernières élections européennes, de passer la barre des 5% et d'avoir des députés, doit-elle être reconduite?

Aller à la soupe pour aller à la soupe, ne conviendrait-il pas d'en rajouter trois louches, d'ouvrir l'alliance à la gauche de la gauche (aux cousins des mouvements sociaux et aux désormais demi-frères d'un stalinisme en pleine perestroïka) et de clorre le bal par un appel à battre la droite (en clair voter pour la gauche poubelle)? Telles sont les grands thèmes de réflexion de l'actuel congrès des trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire! No comment! Mais qui, hier encore, trouvait que l'anarchisme c'était grand cœur et petite tête, que le marxisme libertaire, ça, c'était du sérieux, et que s'la jouer harki avec la LCR c'était rouler pour l'évidence de l'OAS (organisation anarchiste sérieuse)? Et que, aujourd'hui, tout repeat de noir et rouge...

Bon courage pour un autre futur!

Jean-Marc Raynaud

# Quinzaine d'enfer à Lille Chevènement veut en finir avec les sans-papiers

**U**N SQUAT EXPULSÉ, UN camarade inculpé, la Bourse du travail cernée par la police à deux reprises pour tenter d'évacuer les sans-papiers en grève de la faim et la criminalisation de l'ensemble du mouvement social... Le bilan des quinze derniers jours à Lille commence à peser lourd.

Mardi 22 mai, le squat d'habitation situé rue Paul Lafargue à Lille, ouvert depuis plus d'un an, était expulsé par la police. Les squatteurs sont remarquablement calmes après cette deuxième expulsion en un mois. Mais Olivier, militant de longue date du mouvement squatteur, a été interpellé violemment par la police et inculpé de « violences volontaires ayant entraîné une interruption totale de travail inférieure à huit jours » et d'« outrage à magistrat »: il aurait menacé l'huissier présent sur place. Olivier passe en procès le 27 septembre à Lille. Un comité de soutien se constitue et lance un appel à signature. (1)

Mais ceci n'est peut-être rien en rapport à ce qui attendait les sans-papiers en grève de la faim depuis le 8 avril à la Bourse du travail pour obtenir la régularisation des 112 personnes qui avaient été expulsées de l'I.E.P. à la mi-mars et avec les-

quels la préfecture se refuse toujours à négocier.

## La stratégie de la tension

Vendredi 26 mai à 6 heures du matin, la police investit la Bourse du Travail de Lille et procède à une « évacuation sanitaire ». Pelloutier doit se retourner dans sa tombe. Tout-e-s les grévistes refusent les examens médicaux, et sont de retour dans l'après-midi. Les syndicats protestent. Mais n'avaient-ils pas demandé au préfet un suivi médical des grévistes de la faim (communiqué commun CGT-CFDT-FO du 22 mai)?

Le lundi 29, face à de nouvelles menaces d'expulsion, la CGT organise une mobilisation militante pour le mercredi 31 à 5 heures du matin à la Bourse et les jours suivants, si l'expulsion n'a pas lieu ce jour. Présence qui est déjà effective depuis longtemps de la part des soutiens (dont les étudiant-e-s du Comité de soutien étudiant aux sans-papiers, particulièrement actif). Une vingtaine de militant-e-s syndicaux seront présent-e-s ce mercredi et le lendemain. Mais ce ressaisissement des syndicats n'allait être que temporaire. La CFDT, qui n'était



déjà guère présente, ne donne plus signe de vie. FO se complait dans son rôle de collabo. Quant à la CGT: panique à bord.

Le mercredi 31 à 17 heures, nouvelle opération policière sur la Bourse du travail. Objectif avoué: obtenir des grévistes leur hospitalisation. Objectif réel: faire monter d'un cran la pression sur leurs épaules comme celles des syndicats: la préfecture annonce avoir saisi le procureur de la République de poursuites contre Roland Diagne, leader du Comité des sans-papiers et Philippe Destrez, secrétaire de l'U.D.-C.G.T. au motif de « non-assistance à personne en danger ».

Le jeudi 1<sup>er</sup> juin, l'U.D. manifeste seule et obtient une entrevue avec la Préfecture. Le lendemain, l'U.D.-C.G.T. publie un communiqué de presse dénonçant la mauvaise volonté de la préfecture et surtout « l'irresponsabilité » du Comité des sans-papiers, communiqué appuyé d'une interview déplorable de Philippe Destrez dans *Nord-Eclair*.

Vendredi 2: entrée en scène de la mairie, qui ordonne la fermeture des salles occupées à la Bourse du travail pour raisons de sécurité.

Samedi 3 juin, la messe semble donc dite, après la défection lamentable de l'U.D.-C.G.T. La préfecture n'a le choix qu'entre l'ouverture de négociations (au 57<sup>e</sup> jour!) d'une part et l'expulsion des grévistes, leur hospitalisation, la fermeture des locaux syndicaux et la criminalisation des soutiens des sans-papiers d'autre part. Au risque d'une perte totale de contrôle de la situation devant des grévistes réellement décidés à la faire céder, quel qu'en soit pour eux le prix. Car ce qui se joue à Lille, c'est aussi la survie pure et simple du mouvement des sans-papiers. Les grévistes ne peuvent plus céder: cela signifierait qu'ils perdraient toute chance d'être régularisés. Deux mois de souffrances pour rien?!

## Criminalisation de tout le mouvement social

Le préfet de police dit maintenant vouloir poursuivre l'ensemble de celles et ceux qui soutiennent les grévistes et ne tenteraient pas de les faire cesser leur mouvement. Autant dire le mouvement social dans sa globalité. La mairie en profite pour dénoncer une prétendue filière de

clandestins à laquelle participerait le Comité des sans-papiers. La campagne de presse est particulièrement puante. On se dirige tout droit vers l'application du délit de solidarité institué par la loi Chevènement (art. 20) à l'égard des personnes qui soutiennent les étrangers en situation irrégulière.

Chevènement qui, d'après le préfet, a pris en main le dossier, semble décidé à ne rien céder et à liquider l'un des derniers foyers de résistance des sans-papiers. Que la ville soit propre avant les municipales!

Reste à l'heure où sont écrites ces lignes (samedi 3 juin) qu'il lui faut compter avec la détermination des intéressé-e-s, qui mènent l'un des mouvements les plus durs que l'on ait connu sur Lille. Ainsi qu'avec tout celles et ceux qui les soutiennent jour et nuit à la Bourse du Travail. Et nous en sommes plus que jamais. Des papiers pour tous et toutes.

**Bertrand Dekoninck**  
Groupe de la Métropole  
lilloise de la FA

(1) Pour toute information et soutien, reportez-vous au site Internet <http://altern.org/squatlille>. Adresse email: [squatlille@altern.org](mailto:squatlille@altern.org).

## Est-ce qu'ils verront l'été?

Est-ce que Farah, 24 ans, Saïda, 24 ans, et leurs compagnons de lutte verront l'été français avec ses bouquets de couleurs et ses cocktails d'odeurs? Farah, Saïda... Mustapha, Mohammed... Ce sont des jeunes filles, des jeunes hommes, des pères. Ils ne demandent qu'à vivre.

Mais de la Bourse du Travail de Lille, les entendra-t-on, alors qu'ils n'ont déjà plus la force de crier leur détresse. « Nous voulons vivre ». Pourtant ils sont en train de mourir. Moi, j'entends encore Farah me dire: « En Algérie on meurt d'une balle dans la tête. Ici, en France, sans papiers, on meurt à petit feu. »

Que c'est triste la vie au temps du désespoir.  
Que c'est triste la France quand on n'en espère plus rien; quand on a choisi la mort lente puisque de toute façon sans papiers on est déjà mort. Mort sans sépulture.

Est-ce qu'ils verront l'été ou devront-ils mourir d'avoir voulu vivre?

Sylvie

## TOULOUSE

### Arrestation de sans-papiers

**S**ix sans-papiers toulousains et une française soutenus par un large collectif unitaire avaient décidé d'entamer une grève de la faim pour obtenir leur régularisation, ainsi que celles des sans-papiers solidaires de leur action.

Ces personnes vivent en France depuis plus de dix ans pour la plupart d'entre elles, dans l'angoisse quotidienne d'un contrôle et d'une expulsion, condamnées à l'exploitation du travail clandestin, et à la recherche d'un logement leur permettant une vie familiale normale.

Comment admettre qu'ils soient contraints de mettre leur vie en danger pour prouver leur intégration et affirmer leur volonté réelle de vivre en France?

Cette action a commencé mercredi 31 mai dans un local vacant mis à leur disposition par le collectif de soutien. La police est intervenue à minuit avec un important dispositif avant que la grève ne commence. Elle a embarqué au commissariat central onze sans-papiers ainsi que quelques soutiens. Si les soutiens ont été libérés dans la nuit, les sans-papiers sont eux en garde-à-vue, et risquent l'expulsion sous 3 jours.

C'est directement au ministère de l'Intérieur que cette décision a été prise, ainsi qu'en témoigne la présence du directeur départemental de la sécurité, et le fait qu'à Paris et à Lille des actions similaires ont été menées par la police au même moment.

Les organisations de soutien avertissent solennellement le ministère de l'Intérieur, et au-delà le premier ministre qu'elles ne toléreront pas qu'un seul des sans-papiers soit expulsé ni maintenu en détention.

Sur les dix sans-papiers retenus en garde à vue jeudi 1<sup>er</sup> juin, quatre ont été libérés dans l'après-midi et un cinquième dans la soirée du vendredi 2 juin.

Les cinq autres ont été transférés au Centre de rétention et sont sous le coup d'un APRF (arrêté préfectoral de reconduite à la frontière).

Après leur présentation au Tribunal de grande instance samedi 3 juin au matin (qui a statué sur le maintien de la détention), ils sont passés au Tribunal administratif ce lundi 5 juin.

**Nono**  
groupe Albert-Camus (Toulouse)

## crises de foi Superstition et religion

Le saint synode de l'Église orthodoxe russe a déclaré la guerre aux nouvelles cartes fiscales distribuées par le ministère des Impôts, car leur côté barre contient le nombre 666, le chiffre de l'Antéchrist... À Moscou, des fidèles qui prenaient la ligne de bus 666 pour se rendre à l'église se sont mobilisés afin de faire changer ce numéro. Aller à l'église dans un bus qui a le numéro de l'Antéchrist (selon saint-Jean), quel comble... En attendant, ils ont eu gain de cause.

En Grèce, les policiers se sont inquiétés car les nouvelles cartes d'identité peuvent comporter le fameux 666. Les flics ont appelé l'État « à prendre ses responsabilités et à agir comme le lui impose sa conscience religieuse ». Face à cette fronde, soulevée également par l'Église, l'État a retardé l'émission des cartes d'identité.

Pour nous, peu importe les chiffres, nous ne voulons plus de fiches d'impôt ni de cartes d'identité nationale. Notons, dans ces histoires de chiffres, que superstition et religions font la paire. Quoi de plus normal, puisque le mysticisme, religieux ou superstitieux, reste avant tout du mysticisme...

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

## act

**L**E 26 septembre, cette année, journé contre nombreux groupes préparant vaincus que le exploitation des et de l'environnement d'un petit nombre problèmes sociaux 26 au 28 septembre Banque Mondiale congrès annuel à tion est en train Le 26 septembre monde entier votait sition au FMI, à leurs politiques femmes de partout de ces manifestations groupes européens récemment et n large mobilisation mais aussi dans d'

L'idée a été discutée nombreux mouvements sud qui se sont rendus au Nicaragua. Le People's Movement indien, a composé les actions A16 vous pourrez <http://go.to/s26> appels du monde dans la page « Cal



ambiguïté au libéralisme peut Anarchisme Monde libertaire

## MONTRÉAL

### Princip

La ville de Québec 2001 d'être l'histoire rencontre du échange nord-Amériques en rêts des rapatriés groupes s'organisent réformistes et libertaires. N'ont rons les réformistes occuper tout le Voici donc les montréalais or et elles invitent villes à les rejoindre

I. La CLAC est a système économique

# 26 septembre à Prague Appel pour la préparation d'une action mondiale contre le capitalisme

**L**E 26 SEPTEMBRE (S26) DE cette année sera la prochaine journée d'action mondiale contre le capitalisme. Déjà de nombreux groupes dans le monde entier préparent cet événement, convaincus que le capitalisme, basé sur l'exploitation des humains, des sociétés et de l'environnement pour le profit d'un petit nombre, est à l'origine de nos problèmes sociaux et écologiques. Du 26 au 28 septembre, le FMI et la Banque Mondiale tiennent leur 55<sup>e</sup> congrès annuel à Prague. Une mobilisation est en train de se mettre en place. Le 26 septembre, des personnes du monde entier vont exprimer leur opposition au FMI, à la Banque Mondiale et à leurs politiques. Des hommes et femmes de partout vont être solidaires de ces manifestants à Prague. Divers groupes européens se sont rencontrés récemment et mettent en place une large mobilisation européenne à Prague mais aussi dans d'autres villes.

L'idée a été discuté et soutenue par de nombreux mouvements d'Amérique du sud qui se sont rencontrés récemment au Nicaragua. Le « National Alliance of People's Movements », mouvement indien, a composé un appel, juste avant les actions A16 à Washington, (que vous pourrez trouver sur le site <http://go.ro/s26>). Beaucoup d'autres appels du monde entier se trouvent dans la page « Calls to Action ». La jour-

née internationale d'action du 26 septembre fait suite au succès des précédentes journées mondiales d'actions contre le capitalisme, les 18 juin et 30 novembre l'an dernier et le 1<sup>er</sup> mai de cette année. S26 les prolonge dans le même esprit.

## Des luttes en réseau

Au travers de ces journées, notre réseau s'est élargi, nous avons beaucoup appris et de nombreuses personnes nouvelles nous ont rejoints dans la lutte. Ce S26 nous aidera à construire un mouvement populaire fort, dense et créatif pour construire un monde où l'individu, la communauté et la planète ne seront exploités et opprimés par personne. Une société bâtie autour de la solidarité, l'entraide, une réelle démocratie et le respect de l'environnement.

Comme aux précédentes journées, des hommes et des femmes de divers mouvements et pays vont unir leurs forces contre les institutions politiques, économiques et sociales du système capitaliste – en particulier la banque mondiale et le FMI. Travailleurs, chômeurs, étudiants, syndicalistes, agriculteurs, sans-terres, pêcheurs, mouvements de femmes, minorités ethniques, peuples indigènes, pacifistes, défenseurs de l'environnement, écologistes... vont lutter ensemble, dans la compréhension de la diversité et l'unité de leurs luttes

respectives. Les occupations et détournements simultanés de l'ordre social capitaliste partout dans le monde – dans les rues, les quartiers, les campagnes, les usines, les bureaux, les centres commerciaux, les quartiers de la finance... – vont renforcer les liens locaux, nationaux et internationaux. Cette journée (comme les précédentes) est organisée de manière non-hiérarchisée, comme un tissu éclaté et informel de groupes qui, à travers une organisation non-autoritaire, mènent une lutte autonome contre les institutions politiques, économiques et sociales du capitalisme et généreront le changement par leurs actions propres. Chaque événement est préparé de manière complètement indépendante par chaque groupe même si une concertation est possible au sein des villes, régions ou pays. Une stratégie efficace au niveau local est de créer, à plusieurs groupes indépendants, une atmosphère de fête et de carnaval comme bases de leurs actions diversifiées et éclatées.

## Quelques idées

Quelques idées : grèves – manifestations (à pied, bicyclette, roller...) – carnavaux – fêtes de rues – récupération des rues, des institutions, des bureaux par des activités non-commerciales et joyeuses – marches – musiques – danses – discours – distributions de tracts – accrochage de bandeaux avec des slogans revendicatifs – distribution de journaux indépendants – théâtre de rue – création de jardins – distribution de nourriture – faire des prêts sans intérêts devant des grandes banques – actions de solidarités – piquets – occupations de bureaux – s'emparer et écarter des biens de consommations luxueux – saboter, boycotter ou gêner l'infrastructure capitaliste – s'emparer des richesses capitalistes et les redistribuer aux travailleurs – se déclarer indépendant du capitalisme et des gouvernements autoritaires – organiser des conseils populaires et tenir des meetings devant les mairies – mettre en place des alternatives économiques : coopératives de travailleurs... – encourager des alternatives aux compagnies capitalistes – lancer une organisation communautaire populaire ...

Si vous ou votre groupe pensez vous joindre à cette journée d'action, faites-le savoir dès que possible.

Il existe de nombreuses listes de courrier internationales pour permettre la coordination et la discussion (voir ci-dessus). Une liste internationale de contacts y est régulièrement envoyée pour faciliter la décentralisation et les prises de contacts. Pour que vos coordonnées y figurent contactez (en anglais si possible).

<resistance@x21.org> en indiquant : (a) le pays et le lieu où vous comptez intervenir ainsi que toutes les informations qui vous semblent importantes: (b) le nom du groupe, mouvement (ou le votre), (c) les événements et les actions prévus, (d) votre adresse, (e) adresse e-mail, (f) numéro de téléphone, (g) numéro de fax, (h) site web.

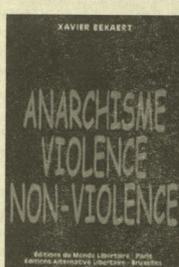
De nombreuses actions peuvent amplifier ce 26 septembre à un niveau local, national et international. Il faut distribuer l'information au plus grand nombre possible de personnes, groupes, ou associations: mailing, tracts, posters... D'une manière plus générale, partager nos idées, expériences, envies

avec les autres et s'entraider. Au niveau local, les infos autour du 26 septembre doivent être échangées, discutées en groupe de manières formelles et informelles, il faut organiser des réunions, planifier les actions, imprimer et distribuer des tracts, trouver des fonds, partager rires et discussions.

L'énergie de ce mouvement peut et doit grandir par d'autres journées internationales d'actions contre le capitalisme. Toutes les « recherches », questions, données concernant la journée internationale d'action S26 doivent être partagées avec les autres militants des groupes, villes, pays ou dans les listes de courriers afin de s'épauler mutuellement avec des idées et des conseils. Personne ne gère ni ne tire les ficelles de cette journée. Ce sera un événement décentralisé et autonome pour chaque groupe en coopération et solidarité les uns avec les autres.

TRADUCTEURS ! Il faut traduire ce message dans le plus grand nombre de langues possible, particulièrement : russe, arabe, chinois, italien...

Source : <http://www.ainfos.ca>



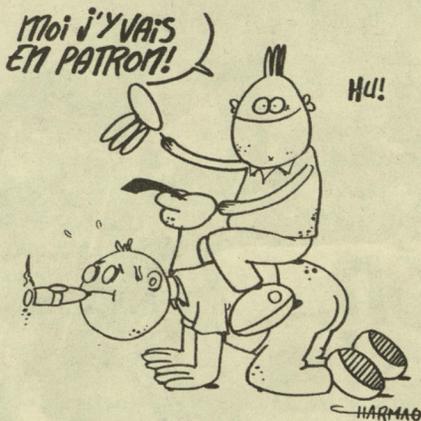
L'anarchisme social est sans doute la doctrine politique qui a le mieux posé les termes d'un vrai débat sur les questions de violence/non-violence.

En se réclamant de la libre fédération des individu-e-s et des groupes humains, en se positionnant clairement contre la peine de mort et pour la suppression des prisons et de tout autre lieu de coercition, l'anarchisme social a toujours parié sur la capacité des êtres humains à pouvoir vivre ensemble libérairement, fraternellement et égalitairement, et s'est toujours rangé, de ce fait, sans

ambiguïté aucune, dans le camp du refus de la violence. Mais le rêve libertaire peut-il voir le jour sans violences ?

**Anarchisme, violence, non-violence.** Xavier Bekaert. Editions du Monde libertaire (Paris) et Alternative libertaire (Bruxelles). 48 pages. 20 F.

## EN AVANT POUR PRAGUE!



## MONTREAL

# Principes de base de la Convergence des luttes anti-capitalistes

La ville de Québec aura l'honneur douteux en avril 2001 d'être l'hôte du « Sommet des Amériques », une rencontre dont le but est d'élargir l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) à l'ensemble des Amériques en le « bonifiant » (dans le sens des intérêts des rapaces, évidemment). Déjà de nombreux groupes s'organisent, la plupart sur des bases ultra-réformistes et de ce fait peu intéressantes pour les libertaires. N'empêche, il n'est pas dit que nous laisserons les réformistes et autres pacifistes dogmatiques occuper tout le terrain politique sans rien dire ou faire. Voici donc les bases sur lesquelles des camarades montréalais ont décidé d'organiser leur résistance. Ils et elles invitent évidemment les camarades des autres villes à les rejoindre dans le même esprit.

1. La CLAC est anticapitaliste. Elle rejette les fondements d'un système économique et social reposant sur la propriété privée

des moyens de production et d'échange, véhicule d'une logique selon laquelle les êtres humains ne sont considérés qu'en fonction de leur potentiel capitalisable, où l'environnement est représenté en termes de ressources naturelles propices à l'exploitation et la culture transformée en biens de consommation comptabilisés selon des critères de rentabilité, de compétitivité et d'efficacité.

2. Par le fait même, la CLAC s'oppose à l'idéologie néolibérale selon laquelle les lois du marché global et les activités économiques des entreprises et investisseurs doivent être exemptes de toutes mesures politiques et sociales susceptibles de nuire à leur « bon » fonctionnement.

3. La CLAC dénonce l'impérialisme, s'oppose au patriarcat, et condamne la mise en œuvre de toute forme d'exploitation et d'oppression. Elle y substitue une vision des relations mondiales basée sur le respect des différences et l'autonomie des groupes, des individus et des peuples, dans l'optique de l'élargissement des réseaux de résistance au règne corporatiste.

4. Respectueuse de la diversité des tactiques, la CLAC vise à encourager le déploiement de la créativité sous toutes ses formes à travers des initiatives allant de l'éducation populaire à l'action directe.

5. La CLAC est autonome, décentralisée et non-hiérarchique. Elle encourage la participation de ceux et celles en accord avec ses principes de base et favorise l'implication de tous et de toutes dans les différents comités, en fonction de leurs affinités respectives.

6. Dans le cadre du Sommet des Amériques de 2001 et des négociations sur la ZLEA, la CLAC adopte une attitude de confrontation et refuse les alternatives réformistes ainsi que le lobbying qu'elle juge sans possibilité d'impact majeur sur toutes ces types de processus antidémocratiques. Elle cherche à empêcher la tenue même du Sommet et à faire des négociations sur la ZLEA un non-événement.

[contact provisoire : 514-526-8946 ou [lombrenoire@tao.ca](mailto:lombrenoire@tao.ca)]

## Seconde édition de la Journée du Chiapas à Dijon

**S**AMEDI 6 MAI, A DIJON, ÉTAIT RÉITÉRÉE UNE JOURNÉE DE soutien aux peuples en lutte du Chiapas (Mexique) après le succès de celle qui l'avait précédé un an auparavant. Le groupe libertaire dijonnais, composé de la Fédération anarchiste dijonnaise, d'adhérents au réseau no pasaran et d'individus non affiliés, organisait donc de nouveau cet événement.

La première fois, les bénéficiaires avaient été envoyés à une communauté autonome zapatiste qui avaient pour projet l'ouverture d'une école secondaire. Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) de Paris nous avait orientés sur cette piste après que nous les ayons rencontrés. Ces mêmes camarades sont donc venus nous expliquer cette année la situation actuelle de la lutte néo-zapatiste au Chiapas. Une conférence-débat était organisée l'après-midi où ont pu être exposés les difficultés auxquelles sont confrontés les insurgés chiapanèques. La guerre de basse intensité, ce concept au nom cynique élaboré dans les laboratoires du pentagone, continue de faire des ravages. Assassinats, embuscades, harcèlement permanent des populations, omniprésence militaire et paramilitaire dans toute la

région du Chiapas sont les ingrédients de cette terreur d'État qui vise à saper le moral des insurgés. Pourtant, malgré cela et le non-respect par le gouvernement des accords de San Andres qui étaient censés entamer un début de dialogue avec le mouvement de révolte, le moral semble tenir du côté de la résistance indienne. Depuis le premier janvier 1994, date à laquelle ils ont fait irruption sur la scène nationale et internationale, les zapatistes continuent de se battre pour la terre et la liberté, contre le néo-libéralisme et pour l'humanité. Ils ont été les seuls sur la scène politique mexicaine à prendre clairement parti pour les étudiants grévistes de l'université autonome de Mexico, l'UNAM, qui protestent contre la privatisation de la faculté, contre la hausse des droits d'inscription et dont le mouvement a subi une sévère répression (un millier d'emprisonnements). Ils continuent donc d'adresser leur message de solidarité au Mexique tout entier et à tous les peuples en réclamant plus que la seule libération des indiens du Chiapas mais peut-être la fin de toutes les oppressions.

La communauté d'Oventik, une des communes autonomes de la région du Chiapas, a fait un choix porteur d'espoir en entreprenant

la construction d'une école secondaire dans une région où ce niveau d'éducation n'est d'habitude dispensé qu'aux populations privilégiées. Cette école « rebelle, autonome et zapatiste » semble être une bonne réponse à ceux qui n'ont que leur force (armée) à faire parler. Au-delà de la seule intention de la scolarisation pour tous, une véritable réflexion en faveur d'une école alternative est entamée. L'enseignement qui y est dispensé est bilingue : en espagnol et dans la langue indienne totzil, chose que l'on ne retrouve évidemment pas dans les écoles de l'État mexicain.

C'est donc ce projet qui sera soutenu financièrement pour la seconde fois par le biais de cette journée du Chiapas. La projection d'un film (« Ya basta, le cri des sans-visage »), un repas mexicain suivi d'un concert auront fini par drainer plus de 500 personnes dans la journée. Ceci nous permettra d'envoyer environ 10 000 francs à l'école d'Oventik qui vient d'ouvrir ses portes en avril 2000, accueillant dans ses classes et son internat 140 élèves de la région du Chiapas.

Raphaël - groupe libertaire dijonnais

## Après Seattle et Washington... Bruxelles en révolte ? Manifestons le samedi 10 juin à 16 heures

**D**U 9 AU 11 JUIN, LES patrons européens organisent leur premier Business European Forum à Bruxelles. Sous l'étendard de l'UNICE, ils « demandent » aux gouvernements de l'Union Européenne et à la Commission de tailler en pièces la sécurité sociale, les allocations familiales, les retraites par répartition, les services publics, les indemnités de chômage, le droit à un revenu minimum...

Ils exigent toujours plus de flexibilité, des salaires revus à la baisse pour cause de « compétitivité ». Ils organisent l'exclusion sociale et pleurnichent pour payer toujours moins d'impôts. Ils négocient avec

les États, le maintien des paradis fiscaux et les conditions de la criminalité en col blanc.

L'objectif des entreprises est de tout transformer en marchandises, même ce qui est le plus essentiel à la vie. Elles organiseront ensuite la pénurie et pourront vendre ce qui était hier abondant et gratuit... avec un maximum de profits ! C'est ce que les chantres de la « nouvelle économie » appellent le progrès. Prenez garde ! Tout ce que vous n'auriez jamais imaginé possible, la mondialisation du capitalisme vous le prépare !

Renault-Vilvorde, Bombardier-Manage, Les Forges de Clabecq, Alstom, Total-Fina... pour ne citer

que les liquidations les plus connues, sont l'illustration de cette nouvelle gestion globalisée des grandes multinationales, avec la bénédiction... des États dits « démocratiques ».

Pourtant, nous avons réussi à bloquer les négociations sur l'AMI à Paris... Pourtant, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour exprimer leur refus radical de ce scénario catastrophe à Seattle, à Davos, à Washington... Seule, notre détermination arrêtera la course folle de ce système économique qui tue quotidiennement des milliers d'êtres humains.

Alternative libertaire  
Fédération anarchiste

## Naissance d'un réseau mondial de solidarité des mères, femmes, sœurs, filles, proches de disparus

**Lors du Cinquième Festival International Voix de Femmes, à Bruxelles en ce mois d'avril 2000, se sont réunies et unies des représentantes de comités de familles de disparus, des mères, épouses, filles, sœurs, proches, de disparus, parfois elles-mêmes anciennes victimes de la disparition et de la torture.**

Nous, femmes du Chili, d'Argentine, du Mexique, du Maroc, de Turquie, du Liban, du Rwanda, du Kurdistan, du Sahara Occidental, de République Fédérale de Yougoslavie, de Belgique avons partagé notre souffrance, notre lutte, notre détermination.

Cet échange a renforcé cette détermination à lutter sans relâche pour la vérité, la justice, la mémoire, la paix, la liberté, contre l'oubli, contre le silence complice.

Nous lutterons désormais ensemble, unies à travers le monde par le réseau de solidarité que nous avons établi aujourd'hui. Nous soutiendrons concrètement les actions menées par chacune d'entre nous, diffuserons rapidement et largement nos informations, ferons ensemble pression sur les autorités et organismes nationaux et internationaux.

La disparition forcée, le meurtre, le génocide, la torture, la répression, la pauvreté organisée, le maintien dans l'ignorance, l'analphabétisme, sont les moyens utilisés par certains pouvoirs pour contraindre les peuples au silence et à la soumission.

Leurs moyens sont la terreur et l'oppression.

Leurs nôtres sont la puissance de la lutte et de la solidarité.

Ensemble, nous lutterons sans haine mais sans répit en sachant vaincre la peur.

Le cri de « Vérité, Justice, Liberté » sera désormais poussé d'une même voix aux quatre coins du monde, pour exiger :

- la libération immédiate de tous les « détenus-disparus » en vie,

- la vérité sur les crimes commis et l'identification des responsables des disparitions forcées, des tortures, des

meurtres d'opposants, des génocides...

- la suppression des lois d'impunité et d'amnistie pour tous les responsables de ces crimes et leur jugement sans indulgence,

- la réparation des préjudices causés aux victimes et à leur famille

- la fin de la complicité des États dits démocratiques qui, pour des intérêts économiques, soutiennent des régimes inhumains, arment les bras qui tuent et ferment les yeux sur des pratiques indignes et sanguinaires.

- l'application réelle des lois, conventions, traités et chartes censés protéger les droits de tous les êtres humains

- la création, dans tous les lieux d'origine des victimes, d'un espace de la mémoire, public et visible de recueillement et de vigilance.

En luttant pour la vérité et la justice, nous luttons pour que tous, maintenant et demain, puissent enfin avoir le droit à une vie juste et digne.

A Bruxelles, en avril 2000 : Carmen Vivanco et Ana Rojas, « Agrupacion de familiares de detenidos desaparecidos », Chili ; Lourdes Uranga, ancienne disparue, Mexique ; Delia Bisutti ancienne disparue et épouse de disparu, Argentine ; Sanaa Bachir Elbizri, « Comité des familles de disparus », Liban ; Khadija Rouissi, « Forum marocain pour la Vérité et la Justice », Maroc ; Nadire Mater, « Mères du Samedi », Turquie ; Sdiga Settaf Charif, Secrétariat national de l'Union des femmes Sahraoui ; Rujin, « Comité des mères de la Paix », Kurdistan ; Yolande Mukagasana et Julie Mukamutali, rescapées du génocide, Rwanda ; Dusica Bursac-Babic « Samohrane Majke » (mères seules avec leurs enfants), représentante du Comité des disparus au Kosovo, République Fédérale de Yougoslavie ; Madjiguène Cissé, mouvement des sans papiers de France ; Carine Russo association « Julie et Mélissa », Belgique.

transmis par le groupe Alternative Libertaire (Bruxelles)

## A G E N D A

jeudi 8 juin

**AVIGNON** : Le groupe Gard/Vaucluse de la F.A. vous invite à participer au débat qui suivra la projection du film « Une affaire de femmes » au cinéma Utopia à 20 h 30.

vendredi 9 juin

**CLERMONT-FERRAND** : Manifestation de soutien aux sans-papiers à 18 heures place de Jaude.

samedi 10 juin

**BRUXELLES** : L'Union régionale Belgique francophone vous invite à participer à 14 heures (Place Rogier) à la manifestation contre la réunion de l'UNICE sous le thème : « Patronat et Commission de l'Union Européenne, ne les laissons pas discuter en paix ! ».

mercredi 14 juin

**AUCH** : Débat à l'initiative de la F.A. du Gers et du collectif libertaire d'Auch à 20h30 à salle des Cordeliers : « Quel antimilitarisme aujourd'hui ? » avec Michel Auvray qui présentera son livre « L'âge des casernes ».

**RENNES** : Le groupe La Commune organise, à 20 heures, à la maison de quartier de Villejean, une réunion publique sur le thème « 2000 ans d'obscurantisme, pas de quoi jubiler ! ».

jeudi 15 juin

**LIEGE** : Jacques Cecius présente son bouquin « L'anarchisme une utopie nécessaire ? » au Cercle Carlo Levi, 48, rue Saint-Léonard à 20 heures. Infos : Alternative Libertaire 02/647.98.01.

**MONTPELLIER** : Le groupe « Un autre Futur » de la F.A. organise un concert à Mimi la sardine avec les Kargols et deux autres groupes. PAF 40 F.

vendredi 16 juin

**LYON** : Concert au Café libertaire (19, rue Pierre Blanc, 1<sup>er</sup>, entrée par l'allée) à 21 heures avec La Compagnie de M. Bidon et Sam (musique traditionnelle et chanson française) PAF : 30 F.

samedi 17 juin

**BRUXELLES** : Le Centre Libertaire de Bruxelles vous invite à participer à un atelier « Chants révolutionnaires » à 16 heures suivi d'un repas convivial au 65, rue du Midi. Infos : Alternative Libertaire 02/647.98.01.

**CLERMONT-FERRAND** : Le groupe Spartacus de la F.A. organise un débat sur le thème **sexisme et religion** à 15 h 30 salle 145, ancien lycée Blaise Pascal.

**LYON** : Participation et présence de l'Union locale Lyon de la F.A. à la soirée du L630 Tour organisé par Le Collectif pour l'abrogation de la loi de 1970 (réprimant le droit d'expression et d'information sur les drogues) au Rail Théâtre (9<sup>e</sup>) avec à 18 heures un débat avec Jean-Pierre Galland sur la pénalisation des drogues et la liberté d'expression puis à 20 heures un concert. PAF : 80 F

dimanche 18 juin

**LYON** : Rassemblement du 18 joints ! pour la dépénalisation des drogues place Bellecour à 18 heures.

lundi 19 juin

**NANTES** : Pot de soutien aux 3 colleurs d'affiches organisé par la FA et CIRC, jour du délibéré du procès contre Matmatah à 20 heures, 17 rue Paul Bellamy.